

ENQUÊTE

Les Sherlock Holmes genevois délaissent maris et femmes infidèles

Par Flore Amos. Mis à jour le 26.03.2014 4 Commentaires

Fin 2013, 232 détectives privés étaient agréés par le Conseil d'État. Au-delà de l'image du traditionnel détective en imperméable, que font exactement ces enquêteurs de l'ombre ? Reportage.



Photo d'illustration
Image: Laurent Crottet

Partager & Commenter

L'homme qui entre dans le restaurant ressemble à s'y méprendre au dernier acteur en date ayant incarné James Bond. Carrure athlétique, costume ajusté assorti à la couleur des yeux, montre au poignet... La ressemblance est troublante et ne s'arrête pas qu'au physique : Adrien*, 43 ans, est détective privé. A Genève, ils sont plus de deux cent à pratiquer la filature, l'enquête et l'investigation.

«Vous ne portez pas vos lunettes aujourd'hui ?», demande Adrien, directeur de l'agence Knecht

Investigations, lorsqu'il me serre la main. C'est la première fois que nous nous rencontrons, il semble pourtant en savoir déjà beaucoup. «C'est mon métier de me renseigner sur les gens», ajoute-t-il avec un sourire. Le ton de l'entretien est donné. Adrien a été policier et membre de la Brigade d'intervention de la gendarmerie à Genève pendant onze ans. «C'était très exigeant physiquement, je ne pouvais pas faire ça toute ma vie. Et j'ai toujours eu un attrait particulier pour la filature.» C'est donc tout naturellement qu'il s'est tourné, en 2009, vers le métier de détective privé et a ouvert son bureau.

232 détectives privés à Genève

Fin 2013, Genève comptait 232 détectives privés autorisés, dont une trentaine de femmes. Un nombre stable depuis une dizaine d'années, qui s'équilibre en fonction des départs naturels. «Et pourtant, n'est pas détective privé qui veut, s'exclame Paul*, directeur de l'agence genevoise CS Enquêtes. Tout le monde peut faire une omelette, mais pour qu'elle soit vraiment bonne, le savoir-faire du cuisinier et des ingrédients de qualité sont essentiels.» Du haut de ses quinze ans de métier, Paul voit d'un œil critique l'affluence de détectives privés inexpérimentés sur le marché. «La plupart se lancent sans rien savoir du métier. Résultat, ils n'en vivent pas et ont une seconde activité à côté. Mais ce n'est pas quelque chose que l'on peut faire à 50%. Il faut s'impliquer totalement, être passionné.» Spécialisée dans la filature, son agence compte six détectives, dont deux femmes, qui travaillent toujours en binôme. «Nos enquêtes nous mènent régulièrement à l'étranger. Nous sommes notamment allés en Thaïlande, au Japon, en Australie...Une fois, nous nous sommes même retrouvés en planque dans le souk de Casablanca. Ce n'était pas triste !», raconte le détective privé, qui s'envolera le lendemain de notre entretien pour l'Espagne. Des déplacements coûteux : chez CS Enquêtes, il faut déboursier 100 francs par heure et par agent pour une enquête.

Un large éventail de mandats

Adrien, pour sa part, facture à la journée. Une filature coûte entre 1000 et 2000 francs par jour, en fonction de la «dangerosité» et de la complexité du cas. Chaque année, le détective est contacté une centaine de fois pour résoudre des affaires. Les adultères ne représentent plus qu'une petite partie de ses mandats, entre 10 et 20%. Les «brigades des cocus», comme on appelait les détectives avant, ont aujourd'hui un champ d'action beaucoup plus large. Recherche de personnes disparues, enquête sur les réseaux de contre-façons, contre-enquêtes pénales, vérification de CV, etc. Les entreprises, les cabinets d'avocats, les régies, font de plus en plus appel aux services des agences, dont les membres sont toujours plus spécialisés en nouvelles technologies, en criminalité économique. Certains sont parfois même formés dans divers services de renseignements suisses et étrangers. «Ça ne veut pas dire que nous avons laissé tomber les affaires d'infidélité. Dernièrement, j'ai eu un client qui me demandait de prouver que l'amant de sa femme trompait cette dernière», précise Adrien.

Quand on demande aux détectives privés la recette d'une enquête réussie, aucun ne souhaite dévoiler ses méthodes d'investigation. Ils acceptent cependant d'évoquer certains de leurs «trucs» : micros dans les pots de fleurs, caméras intégrées dans les clés de voiture, les rétroviseurs, les appuies-tête, etc. Les perruques, fausses barbes et ventres factices font évidemment également partis de l'attirail. «Mes propres amis n'arrivent pas à me reconnaître lorsque je suis déguisé»,

s'amuse Adrien. Comme James Bond, il a tous les permis, voiture, moto, bateau. Sauf celui de tuer, bien sûr. «Au fond, nous ne sommes que des citoyens ordinaires», conclut-il.

*prénoms fictifs/noms connus de la rédaction

Une réglementation souple à Genève

Les agences de détectives privés sont légion en Suisse. Pourtant, la profession n'est ni reconnue officiellement, ni réglementée par la Confédération. Genève fait cependant figure d'exception. «Il s'agit d'un des rares cantons à déjà disposer d'une législation sur les agents intermédiaires, dont dépendent les détectives», explique Emmanuelle Lo Verso, secrétaire générale adjointe au département de la sécurité et de l'économie (DSE). Pour se lancer dans le métier, une autorisation d'exercer délivrée par le Conseil d'État est obligatoire. Une restriction qui n'en est pas vraiment une : pour obtenir le fameux sésame, seuls un casier judiciaire vierge, un certificat de bonne vie et mœurs et une attestation de solvabilité sont nécessaires. Aucune formation n'est demandée. «Des contrôles réguliers sont effectués par le service des armes, explosifs et autorisations», ajoute la secrétaire générale adjointe. Mais de préciser que les retraits d'autorisation sont extrêmement rares. (TDG)

Créé: 26.03.2014, 11h17

[Voir tous les commentaires](#)